

**M. André Amalrik  
manifeste  
devant  
le palais de l'Élysée**

LIRE PAGE 32

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**1,50 F**  
Algérie, 1,30 F; Arabie, 1,50 F; Australie, 1,50 F; Belgique, 1,50 F; Canada, 1,50 F; Danemark, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; États-Unis, 1,50 F; France, 1,50 F; Grèce, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Japon, 1,50 F; Liban, 1,50 F; Luxembourg, 1,50 F; Malaisie, 1,50 F; Maroc, 1,50 F; Mexique, 1,50 F; Norvège, 1,50 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,50 F; Royaume-Uni, 1,50 F; Suède, 1,50 F; Suisse, 1,50 F; Tchécoslovaquie, 1,50 F; Tunisie, 1,50 F; Turquie, 1,50 F; Union soviétique, 1,50 F; Yougoslavie, 1,50 F.  
Taux des abonnements page 28  
S. R. DES ÉDITIONS  
15000 PARIS - CEDEX 15  
C.C.P. 5505-25 Paris  
N° de TVA n° 20602  
Tél. : 246-72-23

## L'unité du Canada ne sera pas rompue

« Un crime contre l'humanité »

Le premier ministre du Canada, M. Trudeau, s'est appliqué avec succès mardi, devant le Congrès américain, à faire servir l'histoire aux nécessités du temps présent. Quelques semaines avant lui, le nouveau premier ministre fédéral, M. Trudeau, avait tenté, avec moins de bonheur, un exercice semblable devant les financiers de l'Economic Club de New-York.

M. Trudeau avait vainement cherché à rallier un auditoire indifférent ou sceptique, en rappelant les origines mêmes des États-Unis, nés d'une vigoureuse contestation de l'autorité établie britannique. On ne lui avait pas su gré d'avoir rappelé un « aventurisme » passé de mode — le succès rend souvent conservateur — et d'avoir bâti là-dessus son parallèle avec la crise que traverse aujourd'hui le Canada.

En exhortant George Washington et Thomas Paine dans les rangs des défenseurs du « statu quo », M. Trudeau a été, au contraire, au-devant des désirs et des préoccupations des élus américains. Le regard fixé sur le Québec, il a exalté « l'unité dans le respect des minorités », qui a fait, selon lui, la grandeur et le génie des États-Unis, alors que l'indépendance de la province francophone serait aujourd'hui « un crime contre l'humanité ».

Pris à témoin par leur voisin du Nord, qui n'hésite pas à invoquer l'héritage légué par les pères fondateurs, les Américains suivent de près la situation canadienne. Les États frontaliers du Canada sont préoccupés par les conséquences que pourrait avoir la séparation du Québec du reste de la Confédération. Le vice-président Mondale, qui est originaire du Minnesota, en État libéral, et qui est président « ex officio » du Sénat, est personnellement intervenu pour que M. Trudeau puisse s'adresser aux deux Chambres réunies en Congrès. Celui-ci a applaudi avec chaleur le premier ministre canadien qui lui apportait ainsi un soutien important, quoique informel. Le président Carter a procédé de la même manière dans une interview sans signification diplomatique au cours de laquelle il a indiqué que pour sa part il préférerait que la Confédération canadienne demeure telle qu'elle est. Officiellement, Washington est une mille en amont de la façon des affaires intérieures du Canada, mais le sens de sa neutralité attentive ne fait guère de doute.

Les meilleurs dirigeants américains étaient restés jusqu'ici assez perplexes devant la personnalité originale de M. Trudeau. La « troisième voie » qu'il avait choisie pour distinguer son pays des États-Unis avait suscité des inquiétudes, de même que son attitude à Cuba l'année dernière, en pleine crise de l'Angola. Il a cette fois montré à quel point il était « de la famille », et les premières réactions à son discours ont été favorables. Pour une Maison Blanche nouvelle qui veut mettre sur pied une diplomatie renouée, le soutien du Canada, même s'il est souvent considéré comme acquis d'avance, n'est pas moins nécessaire.

M. Trudeau s'est contenté de réaffirmer sa confiance dans l'avenir d'un Canada uni et bilinéaire. C'est ce qu'il a fait depuis son arrivée au pouvoir, il y a à peu près neuf ans, sans parvenir à empêcher que la question du Québec ne s'aggrave au point que les électeurs de cette province décident de porter au pouvoir un parti dont la raison d'être est l'indépendance. De même a-t-il à nouveau promis une « confédération plus souple, plus respectueuse des prérogatives provinciales. Mais cette redéfinition du fédéralisme canadien est une œuvre d'envergure, et sans doute de longue haleine, vers laquelle Ottawa ne se hâte que lentement. En attendant, le problème du Québec reste posé. M. Trudeau et Carter semblent compter qu'un référendum au Québec — qui rejeterait, selon eux, l'indépendance — leur apporte une victoire par défaut.

## Le gouvernement prend de nouvelles mesures d'assainissement économique

- Encadrement de la consommation de gaz et d'électricité des industriels
- Aide financière accrue de l'État à l'exportation
- Mise au point d'un plan de soutien de la sidérurgie

Le conseil des ministres, qui devait procéder ce mercredi 23 février à un tour d'horizon sur les grandes esquisses du projet de budget pour 1978 (voir « le Monde » daté 20-21 février), comportait à son ordre du jour plusieurs communications sur les moyens de redresser la balance commerciale.

Devant la persistance du déficit extérieur, le conseil devait approuver plusieurs mesures suggérées par M. d'Ornano pour économiser l'énergie et d'autres matières premières : encadrement de la consommation de gaz et d'électricité des industriels (comme cela existe déjà pour le fuel lourd); aide financière et technique aux méthodes de récupération de la chaleur; contrats avec les constructeurs automobiles pour les inciter à réduire la consommation de carburant des véhicules; freinage de l'essor du chauffage électrique; lutte contre les gaspillages de verre, de papier, de cuir...

Simultanément, les crédits consacrés à l'exportation vont être accrus: prêts pour financer les investissements d'entreprises exportant davantage, aussi bien que crédits pour inciter les pays en voie de développement à acheter plus de matériels français.

M. d'Ornano devait également indiquer au conseil les objectifs et les méthodes de l'aide qu'accordera prochainement l'État à la sidérurgie française en crise. Sans citer de chiffres sur les suppressions d'emplois ou les sommes en jeu, le ministre de l'Industrie et de la recherche comptait préciser la façon dont la puissance publique contraindra l'emploi de l'aide accordée, une fois encore, à cette industrie.

La consommation totale aurait été légèrement inférieure à 51 milliards.

Le conseil interministériel a jugé la consommation de produits pétroliers en janvier 1977, « cohérente avec le plan 1977-1978 », mais a souligné que pour l'ensemble de l'année, « Toutefois, deux « clients » attirent l'attention : la consommation de gazoil par le transport, en raison, semble-t-il, du développement du parc de véhicules Diesel et d'un effort insuffisant d'économie des transporteurs routiers; d'autre part, l'É.D.F. a acheté plus de fuel lourd que prévu, en raison d'une faible activité hydraulique et d'une température moins élevée qu'en janvier 1976.

Ce constat a conduit les pouvoirs publics à poursuivre la mise en place des mesures d'économie d'énergie, selon le calendrier et le programme prévus. Un certain nombre de décisions ont donc été prises :

- 1) L'encadrement des consommations de fuel lourd auquel sont soumis depuis 1975 les industriels et les grands consommateurs sera étendu à compter du 1<sup>er</sup> octobre au gaz et à l'électricité. Toutefois, le mécanisme précis de cette mesure doit encore faire l'objet d'études approfondies. Rappelons que les grands utilisateurs de fuel industriel ne doivent pas consommer plus de 27 % en moyenne par rapport à leur consommation de 1975.

(Lire la suite page 29.)

## Une nation malade du Québec

I. — Les cheminements d'une identité

De notre correspondant A.-M. CARRON

Québec. — « Nous sommes arrivés dans ce pays précisément au moment de la crise », écrit Tocqueville dans ses carnets le 29 août 1831, en parlant de Québec. La crise qu'il pressentait alors était de nature politique. Celle de 1977 — un problème d'identité, un conflit sur la répartition des pouvoirs politiques. Et pourtant la Haute et la Basse-Canada n'étaient pas encore réunies. Depuis ses origines, le Canada n'est pas parvenu à trouver un équilibre institutionnel, à choisir entre une confédération souple et un fédéralisme contraignant. De même n'a-t-il jamais pu unifier véritablement ses deux peuples fondateurs; ils restent différents, légitimes.

En un mois de séjour, Tocqueville n'eut pas le temps d'approfondir sa connaissance du pays, d'autant qu'il approcha cette société du « Québec » par le haut, ecclésiastique et notable, l'homme desquels vit une population de paysans et de « concurrents des bois ». Au premier regard, il lui sembla que « les quatre cent mille Français établis au Canada, aujourd'hui comme les débris d'un peuple ancien ou les débris d'une nation nouvelle. Autour d'eux, la population étrangère grandit sans cesse, et s'étend de tous côtés, elle pénètre jusque dans les rangs des anciens maîtres du sol, domine leur ville et dénature leur langue ». La suite, le présent est fidèle au passé.

## Gens de paroles et de causeries

Au cours de ses rares excursions sans guide, Tocqueville s'émervait de voir que les habitants des campagnes « ne parlaient pas français, mais qu'ils étaient Français, tristes pour traits ». « Ils sont, écrit-il avec une modestie admirable, comme nous, vifs, alertes, intelligents ». Pour lui, il lui semble que les caractères de leur nature les mettent en position d'infériorité devant les Anglo-Canadiens, moins sympathiques, mais plus efficients. On ne rencontre jamais chez eux, constate-t-il, « ce désir ardent et obstiné de faire fortune, qui stimule chaque jour les efforts de l'Anglais et semble tendre, à la fois, tous les ressorts de son esprit vers un seul but ». Alors qu'il juge le colon anglais « froid, lent, prompt à l'argumentation », il voit le Français « fier de ce qu'il a, et souvent faire parade de ce qu'il n'a point. Celui-ci travaille pour ses héritiers, celui-ci laisse les siens dans la nécessité, où il s'est trouvé lui-même, de se tirer d'affaire comme il pourra ».

Ceux que le chanteur Gilles Vigneault décrit aujourd'hui comme « gens de paroles et gens de causeries » conservent sans doute certains traits de cette description. Mais ils en ont d'autres.

## L'inconfort des entreprises publiques

par PIERRE DROUIN

« Il faut aller jusqu'à la racine du mal de l'inflation », demandait M. Charbonneau, au conseil des ministres du 2 février, lançant ainsi ce qu'on a appelé la « phase II » du plan Barre. Deux bastions intéressés surtout à la première ministre : les entreprises publiques, la Sécurité sociale. Pour la deuxième, un vrai « paquet d'orties » financier, on attendra d'y voir un peu plus clair, bien qu'une certaine philosophie de la réforme commence d'apparaître. Elle tient en deux propositions : 1) il ne faut pas confondre les rôles : c'est l'impôt et non la Sécurité sociale qui doit assurer la fonction de redistribution de revenus, les fameux « transferts » ; 2) l'expérience prouve au reste que le système de Sécurité sociale tel qu'il est conçu, avec des syndicats, la « dérive » de la politique contractuelle, telle que l'avait conçue Jacques Delors, mais le gouvernement n'a rien fait pour empêcher, cette dérive. Pourquoi ? Sans doute parce qu'une politique laïcisée en matière de salaires et aussi d'investissements dans ce secteur per-

mettait de soutenir une activité par ailleurs fléchissante. Les entreprises nationales ont été mobilisées au fond pour le soutien de l'emploi.

(Lire la suite page 28.)

## Un outit conjoncturel

L'État a une large part de responsabilité dans cette évolution. Car, on a connu, sous l'influence des syndicats, la « dérive » de la politique contractuelle, telle que l'avait conçue Jacques Delors, mais le gouvernement n'a rien fait pour empêcher, cette dérive. Pourquoi ? Sans doute parce qu'une politique laïcisée en matière de salaires et aussi d'investissements dans ce secteur per-

Lire page 6 :

## CROISSANCE ET CONTRAINTE

III. - Analogies et décalages au Proche-Orient pétrolier

par ERIC ROULEAU

## FACE A BEAUBOURG

## Ponge et ses peintres

Nous voici entrés dans la Semaine Francis Ponge. Une opération conjuguée livre au public des librairies et du Centre Georges-Pompidou, le nom et l'œuvre d'un poète — ou anti-poète — à la fois facile et difficile, qui fait subir aux mots et aux choses les plus ordinaires une métamorphose renversante, révé-

## AU JOUR LE JOUR

## LE ROI MIDAS

Pauvre Amalrik qui découvre ce qu'il en coûte de jouer les troubles-fête ! Sera-t-il condamné à crier sa détresse dans le désert ? L'écho lui a répondu que non, mais que M. Marchais, et tout le monde semble avoir été heureux de laisser ce rôle au leader communiste.

Mais Amalrik fera difficilement croire que M. Giscard d'Estaing est un cheval de Troie du K.G.B. Sans doute n'est-ce qu'un autre ressort que le bras dans lequel le borborygme du roi Midas cria ce que nul ne devait entendre.

La voix du vent fera le reste et peut-être le message finira-t-il par atteindre libes les oreilles du roi Midas à qui en fin de compte il est destiné.

ROBERT ESCARPIT.

**UGANDA :**  
Deux tribus seraient victimes d'une nouvelle vague de répression.  
(Lire page 32.)

**CENTRAFRIQUE :**  
Le régime ne semble guère en mesure d'enrayer la débâcle de l'économie.  
(Lire page 4.)

*"Ce qu'il vous faut savoir"*

Nouveautés :

**FONCTIONS MUNICIPALES** Prix : 78 F

**BÉNÉFICE DANS L'ENTREPRISE** Prix : 74 F

**TRAVAIL TEMPORAIRE** Prix : 68 F

En librairie ou aux Éditions **J. DELMAS et C<sup>ie</sup>** Tél. 325.05.32 C.C.P. 5831-24

Mais, vis par lui, et à sa manière, comme il dit, les peintres et les sculpteurs devaient autant Ponge qu'eux-mêmes. Il fallait donc que leurs peintures et leurs sculptures fussent, au moins en partie, présentes à l'exposition qui lui est consacrée à la Bibliothèque publique d'information.

Panorama de cinquante ans d'action poétique, elle va être inaugurée, le vendredi 25 février, à la suite d'une lecture de poèmes par Ponge ou devant lui. De même que l'écrivain Beaubourg, commandé par la circonstance, inaugurerait, pour sa part, ou en perpétuité l'inauguration, le monument et l'institution, « une grande idée logée ».

(Lire page 13 l'article de JEAN-MARIE DUNOYER.)











# AFRIQUE

## Centrafrique

### Le régime de l'empereur Bokassa I<sup>er</sup> ne semble guère en mesure d'enrayer la débâcle de l'économie

Correspondance

Bangui. — Bien que la capitale soit devenue « impériale » le 3 décembre 1976, la dislocation du nouveau régime trappe le visiteur. Aucune bannière ou décoration nouvelle n'a remplacé les témoignages laus de l'« Opération Bokassa », lancée il y a plusieurs années. Le grand stade, où fut célébrée la proclamation de l'Empire, a retrouvé sa vocation sportive pour la finale de football Centrafrique-Cameroun, objet de commentaires beaucoup plus passionnés. Au marché et dans la rue, le pagnon le plus populaire fait sourdre la face barbe de l'ex-président sur les visages des passants ou des vendeuses accroupies. Le soir, sous les lampadaires, lycéens et étudiants se retrouvent comme d'habitude pour réviser leurs cours ou enfilés des crânes sur des fils de fer. A l'air pas du palais, qui ne semble pas être le siège d'une activité plus fébrile, la statue du roi de l'Etat porte toujours les insignes du maréchal, faute sans doute, murmurent quelques mauvais esprits, de lui avoir prévu, comme pour le Mamelou-Pis une garde robe interchangeable.

Pourtant, en passant devant la prison, le chauffeur nous glisse, ravi : « Elle est presque vide aujourd'hui... ». Les rires commentent sur le changement de régime sont empreints de bonne humeur. « Maintenant que nous sommes impériaux », nous ont dit quelques Centrafricains dans un état de rire.

A l'intérieur du pays, le manque d'information et les difficultés de communication laissent la population indifférente à ce qui se passe à Bangui. Le début de la saison sèche est la période des récoltes, et le paysan a d'autres chats à fouetter. L'Empire ne modifiera pas le cours national n'existant plus de préfet plus juste ou moins autoritaire.

#### L'eint du Seigneur ?

Le nouveau monarque vient de célébrer le onzième anniversaire de son accession au pouvoir, événement qui s'ajoute à beaucoup d'autres. Pour la seule année 1976, on a relevé six remaniements ministériels, deux attentats manqués, la conversion de tous les dirigeants à l'islam à la suite d'un voyage du président en Libye, puis l'abandon de la religion du Prophète, enfin la création d'un « gouvernement révolutionnaire » animé par un conseil, le « Conseil de la révolution ».

Un soir, le muséum n'a plus lancé son appel à la prière. Deux semaines plus tard, l'empire était proclamé. Mme Elisabeth Domitien, premier ministre, a été, en mars 1976, trop ouvertement opposée au caprice du président à vie : « Si tu deviens empereur, le étranger on te compare à Amin Dada », lui aurait-elle dit. Cette impertinence lui a coûté son poste. M. David Dacko, ancien président démis par le coup d'Etat de 1966, et cousin du monarque, n'en a pas

hérité, contrairement aux bruits qui couraient. M. Patassay, disparu pendant quatre mois, a refait surface en septembre et est devenu le chef du gouvernement impérial, confirmé dans ses fonctions le 14 décembre.

La dislocation qui a entouré la proclamation du nouveau régime était-elle voulue ? Il se peut aussi que l'écrit des cérémonies soit réservé au jour glorieux du sacre, sans doute en mai ou juin, seule consécration que convoite un homme aussi couvert de titres et de décorations que l'ancien président à vie. La cape de l'empereur sera brodée de diamants centrafricains, sa couronne confectionnée par un joaillier parisien.

#### Le gaspillage des moyens

Produisant 50 000 tonnes de coton, 10 000 tonnes de café, disposant de réserves de diamants évaluées à 600 000 carats et d'environ 8 000 tonnes d'uranium, sans compter le bois et le tabac, bénéficiant d'un climat meilleur que bien des pays voisins et d'une pluviométrie régulière, l'empire centrafricain, malgré sa situation enclavée et son mauvais réseau de communications a de réelles possibilités de développement. Les comptes nationaux n'existent plus depuis 1970. Il est difficile d'évaluer avec précision la situation du pays. Le sentiment que des sommes importantes disparaissent sans laisser de traces ou que les moyens dont le pays dispose sont mal employés est toutefois très répandu.

« L'Etat providence » est l'une des récentes initiatives de M. Bokassa. Par une ordonnance de mars 1975, les consultations médicales, analyses et médicaments sont devenus « gratuits » pour l'ensemble de la population rurale, en contrepartie de l'achat d'une carte d'abonnement sanitaire. Un haut fonctionnaire de la santé déplorait devant nous le sous-équipement en personnel et en médicaments, sans parler du matériel, des services de santé ruraux.

Sur le fleuve, légèrement en aval du port de Bangui, l'hôpital flottant *Cathédrale* Bokassa sert de dispensaire à la population. Il n'est plus question de le déplacer vers l'intérieur du pays. Cela coûterait trop cher, et il n'y a pas de remorqueur.

Dans l'agriculture, qui fait pourtant vivre plus de 80 % des quelque deux millions et demi d'habitants qui composent le pays (1), la situation est désastreuse. Les projets sont abandonnés faute de moyens, le matériel rouille, les animaux meurent, les paysans se découragent. Dans les campagnes, il n'est personne qui ne lève les yeux au ciel en parlant de la « réforme agraire » de 1970, la rendant responsable de la baisse de productivité générale. L'émigration brutale de tous les postes de responsabilité a été la

pièce angulaire de cette réforme. Or, si le R.C.A. possédait à l'époque quelques bons agronomes, dont on avait besoin à Bangui dans les ministères, les techniciens agricoles n'étaient pas encore formés ; les cadres mis en place à la hâte ont très vite atteint les limites d'une mince compétence, et se sont découragés. La désorganisation à peu près générale de la commercialisation et l'instabilité chronique du personnel administratif ont fait le reste. Les responsables agricoles, à tous les niveaux, se plaignent du départ des assistants techniques européens. Devenus fonctionnaires, ils vivent dans l'inquiétude perpétuelle de ne rien recevoir au fin de mois, l'Etat parvenant rarement à honorer ses engagements même mensuels.

La situation budgétaire du pays s'est en effet progressivement dégradée depuis 1967. Les dépenses excèdent les recettes de 2,2 milliards de francs C.F.A. en 1972 (un franc C.F.A. équivaut à 0,02 franc français).

Depuis, ce processus de détérioration a été s'accroissant, et la dette est extrêmement lourde. En 1972, l'Etat lançait un plan de réduction du déficit par des remboursements annuels d'un montant global correspondant à 0,5 % de ses ressources ordinaires. Hélas, la hausse des prix des produits pétroliers a contrecarré cet effort, au point qu'en 1973 la dette atteignait environ la moitié du montant des recettes budgétaires de l'année. Les chiffres de 1976 ne sont pas connus mais on s'attend à une réduction du déficit du fait de la hausse des cours du coton, et surtout du café.

L'endettement chronique de l'Etat entraîne une paralysie progressive de son action. Or, depuis 1970, toutes les activités importantes du pays sont entre les mains d'organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux ou para-publics. En créant des monopoles au profit d'investisseurs centrafricains trop peu nombreux et en refusant d'accorder des garanties, l'Etat ferme la porte aux capitaux étrangers, ce qui contribue encore à isoler un petit pays, déjà enclavé.

#### Une parodie de démocratie

Depuis son accession au pouvoir, le 1<sup>er</sup> janvier 1966, le président à vie assumait la « lourde tâche » de diriger le pays à lui seul, allant jusqu'à cumuler quatre ministères. Dans la Constitution de l'Empire, le pouvoir est révoqué au peuple. Cela implique un certain retrait de l'empereur, rendu présent, dit-on à Bangui, par une série d'attentats et de complots. Le 1<sup>er</sup> janvier 1976, une grenade qui lui était destinée n'exploie pas. En novembre, sept militaires et un ancien ministre de l'agriculture furent décapités par la sœur de l'un des conjurés. La campagne de dénonciation s'amplifiant,

une trentaine de personnes furent arrêtées et interrogées. L'ancien ministre lui-même a été à la mi-décembre, mais l'on demeure sans nouvelles d'un colonel.

L'instinct de conservation a joué un rôle dans la proclamation de l'Empire. Le président à vie, devenu la cible de toutes les hostilités, aurait pris du champ et préféré le « rôle d'arbitre et de garant du bon fonctionnement des institutions » que lui confère la Constitution. En outre, s'il est vrai que certaines puissances occidentales entendent faire dépendre leur aide du « rétablissement des institutions démocratiques », voilà un « conseil économique et social » et une « Assemblée nationale » figurent en effet parmi les institutions. L'assemblée, chargée de lever l'impôt, d'établir le programme d'action économique et sociale, de décider « des nationalisations ou transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé », etc., devient sur le papier responsable de la politique économique contrôlée par le gouvernement et le comité directeur du MESAN (2).

L'empereur reste « chef des armées impériales et de toutes les forces de sécurité ». Il lui appartient de nommer et révoquer le premier ministre, de dissoudre l'assemblée et, bien entendu, lui seul « ne peut être démis de ses fonctions ». Cette « démocratie » peut-elle faire accepter plus aisément un Empire dont M. Bokassa règne depuis longtemps ? La comédie prêterait à sourire si elle ne se jouait pas dans un décor de violence et de faillite.

(1) Le chiffre officiel indiqué par le gouvernement est de 2,2 millions. Le dernier recensement (1968) portait 2 225 536 habitants, ce qui représenterait 1 697 556 en 1976, à raison d'un taux de croissance annuel de 2 %. D'autres estimations non officielles donnent le chiffre de 1 700 000.

(2) Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (fondé en 1946 par B. Bokassa), parti unique centrafricain, dont l'empereur reste « président à vie ».

# EUROPE

## Turquie

LA MISSION D'INFORMATION DE M. CLIFFORD

### Ankara renouvelle son hostilité à toute ingérence extérieure dans le conflit de Chypre

De notre correspondant

Ankara. — Poursuivant sa tournée d'information, M. Clark Clifford, l'ambassadeur du président Carter, a quitté la capitale turque mercredi 23 février pour Nicosie. Arrivé dimanche dernier, il a eu des entretiens avec le premier ministre turc, les ministres des affaires étrangères et de la défense, avant d'être reçu par le chef d'état-major ainsi que par le président du plus important parti d'opposition, le parti républicain du peuple. M. Clifford a également rendu visite au président de la République, auquel il a remis une lettre de M. Carter.

La question de Chypre, le contentieux gréco-turc sur la mer Egée, les relations bilatérales Etats-Unis-Turquie (l'embargo américain qui, dès 1974, a été levé) et l'accord de défense, qui attend une ratification du Congrès, ont été au centre des discussions. Reçu courtoisement, mais sans chaleur particulière, l'envoyé du président Carter s'est efforcé de souligner — comme il l'avait déjà fait à Athènes — l'importance qu'accorde son pays à l'amitié avec les deux pays de la région, membres de l'OTAN. Les observateurs à Ankara ne s'attendent cependant pas à un changement de l'attitude des Américains à l'égard de la Turquie. Ils estiment que l'administration Carter procède à une mission d'information qui s'inscrit dans la même ligne que celles d'autres ambassadeurs de Washington, comme MM. Mondale, Vance et Young.

Selon les milieux bien informés de la capitale, M. Clifford aurait insisté pour que la Turquie favorise un règlement de la question chypriote, afin que le Congrès américain puisse être « influencé de manière positive ». Les Turcs, de leur côté, ont fait remarquer que l'accord de défense turco-américain devrait être ratifié avant mai. Les dirigeants turcs estiment que l'échéance des élections d'octobre limite singulièrement leur marge de manœuvre face aux différents groupements de l'opposition, qui tendent à durcir leurs positions. Il faut donc éviter l'« irréparable », qui aurait

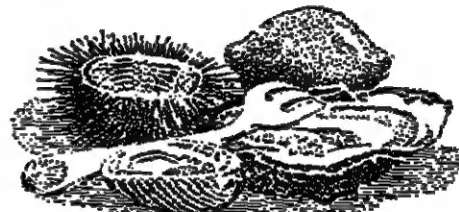
pour conséquence une révision des relations de la Turquie avec Washington et avec l'OTAN. Les Turcs font valoir qu'Ankara et Athènes arriveront aux mêmes à un accord, et qu'une ingérence de pays tiers serait mal venue. Ils demandent donc à Washington d'abandonner une politique « favorisant la Grèce », et d'adopter une politique impartiale.

Selon Tercuman, quotidien proche du gouvernement, M. Clifford aurait promis au ministre turc de la défense que les Etats-Unis livreront sous peu à la Turquie du matériel militaire américain d'une valeur de 250 millions de dollars. M. Demirel, de son côté, agit avec modération, et la signature d'une « déclaration politique d'amitié et de coopération turco-soviétique », prêté depuis plus d'un an, a été reportée à plusieurs reprises. Le Premier turc est bien conscient que la ratification de l'accord militaire turco-américain par le Congrès accroîtra les chances électorales de son parti aux prochaines élections.

Enfin, les Turcs pensent que le problème de Chypre et le contentieux de la mer Egée sont deux questions indépendantes. Si tout le monde s'accorde à dire que tel ou tel il y aura des concessions à faire à Chypre, en revanche les Turcs persistent à croire que leurs thèses sur la mer Egée demeurent valables.

ARTUR UNSAL

### Dégustation à la Méditerranée "Le Plateau de Fruits de Mer"



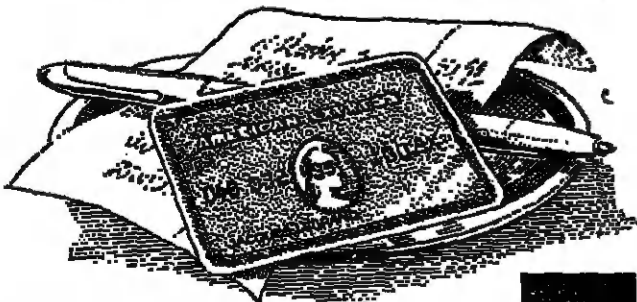
La Méditerranée est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 2, Place de l'Odéon - Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 326 46 75.

### Entre Gourmets chez Les Anges "Le Soufflé à la Fine Bourgogne"

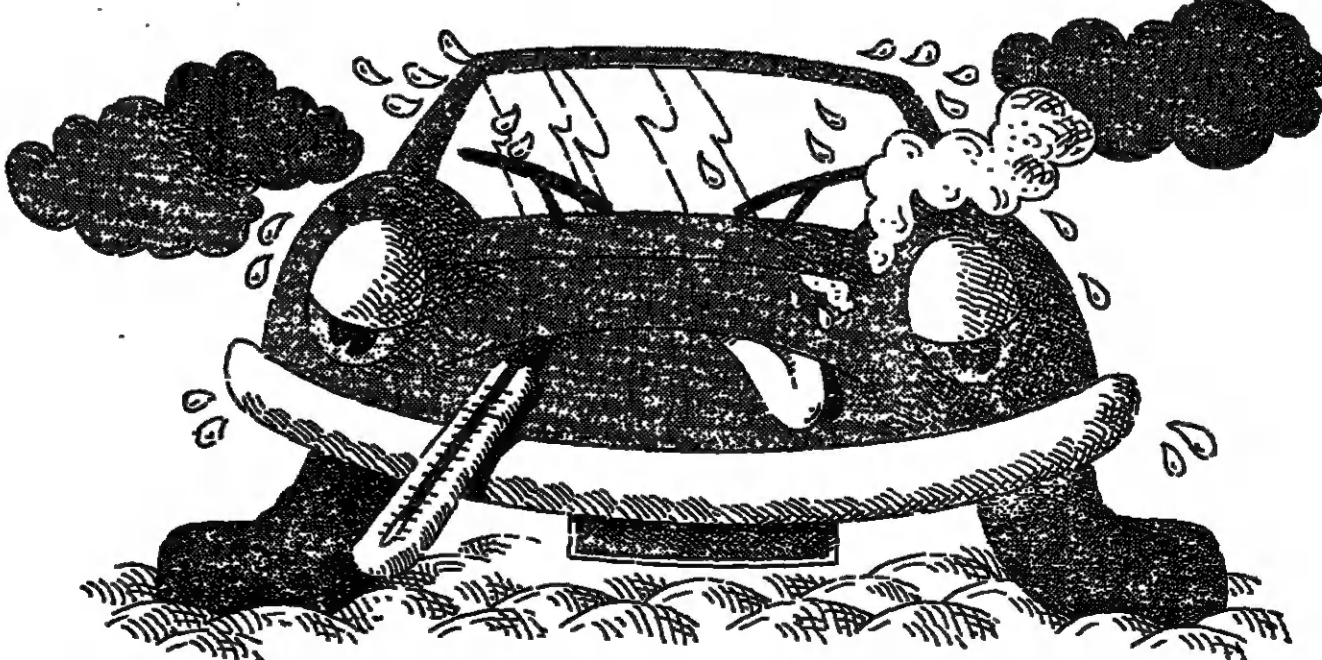


Chez Les Anges est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 54, Bd La Tour Maubourg - Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 705 89 86. Fermé le Dimanche Soir et le Lundi.

### La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.



### QUAND J'AI DES VAPEURS J'APPELLE TOURING SECOURS.

Une clef cassée, une batterie à plat ou un câble d'accélérateur cassé. Pas de panique. Un coup de téléphone et Touring Secours arrive. 365 jours par an. Touring Secours vous permet de repartir. Si c'est trop grave, Touring Secours vous remorque ou vous fait remorquer.

Le tout pour 198 F... 198 F par an, pour être à l'abri de toutes les mauvaises surprises. Faites vos comptes.

**TOURING SECOURS.**



65, avenue de la Grande Armée 75016 Paris - Tél. 502.14.50.

et à Amiens - Caen - Dijon - Grenoble - Le Havre - Lille - Lyon - Marseille - Metz - Mulhouse - Colmar - Nancy - Rouen - Saint-Etienne - Strasbourg

مكتبة من الأصل

## Grande-Bretagne

Communes compromettant le projet de dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles

Le projet de dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles, qui a été adopté par le Parlement britannique, a suscité une vive opposition dans certaines communes de Grande-Bretagne. Les élus de ces communes craignent que la dévolution ne conduise à une perte de leur influence et de leur pouvoir. Ils ont donc décidé de se joindre à une coalition pour empêcher la mise en œuvre du projet. Cette coalition a été formée par des élus de diverses communes, qui ont décidé de voter contre le projet de loi. Ils ont également décidé de lancer une campagne de sensibilisation auprès des électeurs, afin de leur faire connaître les dangers du projet. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de se réunir régulièrement pour discuter de la situation et de prendre des décisions communes. Ils ont également décidé de publier une brochure, dans laquelle ils exposent leurs arguments contre le projet. Cette brochure a été distribuée dans toutes les communes de la coalition. Elle a également été envoyée à tous les députés du Parlement britannique. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées. Cette élection aura lieu dans quelques mois, et elle sera très importante pour le pays. Les élus de la coalition ont décidé de se présenter sous une seule étiquette, afin de rassembler tous les votes. Ils ont également décidé de lancer une campagne de porte-à-porte, afin de convaincre les électeurs de voter pour eux. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées.

Le projet de dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles, qui a été adopté par le Parlement britannique, a suscité une vive opposition dans certaines communes de Grande-Bretagne. Les élus de ces communes craignent que la dévolution ne conduise à une perte de leur influence et de leur pouvoir. Ils ont donc décidé de se joindre à une coalition pour empêcher la mise en œuvre du projet. Cette coalition a été formée par des élus de diverses communes, qui ont décidé de voter contre le projet de loi. Ils ont également décidé de lancer une campagne de sensibilisation auprès des électeurs, afin de leur faire connaître les dangers du projet. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de se réunir régulièrement pour discuter de la situation et de prendre des décisions communes. Ils ont également décidé de publier une brochure, dans laquelle ils exposent leurs arguments contre le projet. Cette brochure a été distribuée dans toutes les communes de la coalition. Elle a également été envoyée à tous les députés du Parlement britannique. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées. Cette élection aura lieu dans quelques mois, et elle sera très importante pour le pays. Les élus de la coalition ont décidé de se présenter sous une seule étiquette, afin de rassembler tous les votes. Ils ont également décidé de lancer une campagne de porte-à-porte, afin de convaincre les électeurs de voter pour eux. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées.

Le projet de dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles, qui a été adopté par le Parlement britannique, a suscité une vive opposition dans certaines communes de Grande-Bretagne. Les élus de ces communes craignent que la dévolution ne conduise à une perte de leur influence et de leur pouvoir. Ils ont donc décidé de se joindre à une coalition pour empêcher la mise en œuvre du projet. Cette coalition a été formée par des élus de diverses communes, qui ont décidé de voter contre le projet de loi. Ils ont également décidé de lancer une campagne de sensibilisation auprès des électeurs, afin de leur faire connaître les dangers du projet. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de se réunir régulièrement pour discuter de la situation et de prendre des décisions communes. Ils ont également décidé de publier une brochure, dans laquelle ils exposent leurs arguments contre le projet. Cette brochure a été distribuée dans toutes les communes de la coalition. Elle a également été envoyée à tous les députés du Parlement britannique. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées. Cette élection aura lieu dans quelques mois, et elle sera très importante pour le pays. Les élus de la coalition ont décidé de se présenter sous une seule étiquette, afin de rassembler tous les votes. Ils ont également décidé de lancer une campagne de porte-à-porte, afin de convaincre les électeurs de voter pour eux. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées.

Le projet de dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles, qui a été adopté par le Parlement britannique, a suscité une vive opposition dans certaines communes de Grande-Bretagne. Les élus de ces communes craignent que la dévolution ne conduise à une perte de leur influence et de leur pouvoir. Ils ont donc décidé de se joindre à une coalition pour empêcher la mise en œuvre du projet. Cette coalition a été formée par des élus de diverses communes, qui ont décidé de voter contre le projet de loi. Ils ont également décidé de lancer une campagne de sensibilisation auprès des électeurs, afin de leur faire connaître les dangers du projet. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de se réunir régulièrement pour discuter de la situation et de prendre des décisions communes. Ils ont également décidé de publier une brochure, dans laquelle ils exposent leurs arguments contre le projet. Cette brochure a été distribuée dans toutes les communes de la coalition. Elle a également été envoyée à tous les députés du Parlement britannique. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées. Cette élection aura lieu dans quelques mois, et elle sera très importante pour le pays. Les élus de la coalition ont décidé de se présenter sous une seule étiquette, afin de rassembler tous les votes. Ils ont également décidé de lancer une campagne de porte-à-porte, afin de convaincre les électeurs de voter pour eux. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées.

Le projet de dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles, qui a été adopté par le Parlement britannique, a suscité une vive opposition dans certaines communes de Grande-Bretagne. Les élus de ces communes craignent que la dévolution ne conduise à une perte de leur influence et de leur pouvoir. Ils ont donc décidé de se joindre à une coalition pour empêcher la mise en œuvre du projet. Cette coalition a été formée par des élus de diverses communes, qui ont décidé de voter contre le projet de loi. Ils ont également décidé de lancer une campagne de sensibilisation auprès des électeurs, afin de leur faire connaître les dangers du projet. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de se réunir régulièrement pour discuter de la situation et de prendre des décisions communes. Ils ont également décidé de publier une brochure, dans laquelle ils exposent leurs arguments contre le projet. Cette brochure a été distribuée dans toutes les communes de la coalition. Elle a également été envoyée à tous les députés du Parlement britannique. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées. Cette élection aura lieu dans quelques mois, et elle sera très importante pour le pays. Les élus de la coalition ont décidé de se présenter sous une seule étiquette, afin de rassembler tous les votes. Ils ont également décidé de lancer une campagne de porte-à-porte, afin de convaincre les électeurs de voter pour eux. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées.

Le projet de dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au Pays de Galles, qui a été adopté par le Parlement britannique, a suscité une vive opposition dans certaines communes de Grande-Bretagne. Les élus de ces communes craignent que la dévolution ne conduise à une perte de leur influence et de leur pouvoir. Ils ont donc décidé de se joindre à une coalition pour empêcher la mise en œuvre du projet. Cette coalition a été formée par des élus de diverses communes, qui ont décidé de voter contre le projet de loi. Ils ont également décidé de lancer une campagne de sensibilisation auprès des électeurs, afin de leur faire connaître les dangers du projet. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de se réunir régulièrement pour discuter de la situation et de prendre des décisions communes. Ils ont également décidé de publier une brochure, dans laquelle ils exposent leurs arguments contre le projet. Cette brochure a été distribuée dans toutes les communes de la coalition. Elle a également été envoyée à tous les députés du Parlement britannique. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées. Cette élection aura lieu dans quelques mois, et elle sera très importante pour le pays. Les élus de la coalition ont décidé de se présenter sous une seule étiquette, afin de rassembler tous les votes. Ils ont également décidé de lancer une campagne de porte-à-porte, afin de convaincre les électeurs de voter pour eux. Cette campagne a été lancée il y a quelques jours, et elle se poursuit actuellement. Les élus de la coalition ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à ce que le projet de loi soit retiré du Parlement. Ils ont également décidé de se présenter à la prochaine élection, afin de défendre leurs idées.







































## EN BREF

Carle Van Loo  
au musée Chéret  
de Nice

Le musée Chéret de Nice expose une importante exposition de Carle Van Loo, né à Nice en 1705 et, premier peintre du roi en 1762, fut un des artistes les plus importants de son temps.

(à Turin) en particulier, par Diderot, mais, selon le premier peintre de l'Europe. On a largement dépeint, en tout, l'ensemble, ratifié le jugement de David. Les œuvres, pour lesquelles l'œuvre de Carle Van Loo est le symbole de la fin de l'inconscience de l'art rococo.

Cosmopolite et italianisant, le Van Loo est un excellent inventeur, capable parfois d'inventions d'architecture (ainsi la chapelle de la Vierge de Notre-Dame-de-Victoire). Carle Van Loo a mérité ni d'honneur ni de gloire. En tout, l'exposition de Nice, qui accompagne le catalogue complet de l'œuvre, est la plus utile que l'on ait vue sur le Van Loo.

Une exposition  
signée Beaubourg  
à l'étranger

Une exposition d'art, organisée par Georges Pompidou, réunit des œuvres de la culture française — peintures, sculptures, objets — dans le musée de la ville de Tokyo, sera présentée du 6 avril au 22 mai.

Les cinématographiques  
d'Épinay-sur-Seine

Créés il y a cinq ans par J. Rodriguez, responsable de la culture de la ville d'Épinay-sur-Seine, les cinématographiques d'Épinay ont obtenu le statut de court métrage français (création, diffusion). Elles ont lieu, année après année, du 13 mars.

Théâtre pour  
l'enfance à Nancy

Le second lieu de la culture de l'enfance à Nancy est, en décentralisation, quatre départements lorrains. dix représentations. Des expositions et colloques également prévus. Parmi les œuvres, de la ville de Sartrouville : la Guimbarde (Belgique) ; Théâtre Benjamin, de Bruxelles, et la jeunesse, pour l'enfance, pour parler sont en compagnie de R.D.A. D'autre part, la Comédie de Lorraine, présentera deux créations. — (Corresp.)

## AUTOUR DE BEAUBOURG

### Points de vue socialistes

Le parti socialiste et le parti communiste ont, à jour, les seules instances politiques à avoir publié des textes théoriques sur la culture. Tandis que le secrétariat général de l'action culturelle du P.S. diffusait, sous la signature de son secrétaire général, M. Dominique Taddei, un document de trente-quatre pages dactylographiées intitulé : « Les socialistes et la culture », le P.C.F. publiait, quelques heures après, l'inauguration du Centre, une brochure de vingt-deux pages intitulée : « Le phénomène Beaubourg ». En voici des extraits.

#### Le P.S. déclare

Le pouvoir est aujourd'hui, comme l'affirment ses inventeurs, une machine à tout faire. Nous pensons qu'un équipement culturel, comme Beaubourg, a sa logique propre, qui l'amène à fonctionner dans un certain sens et à privilégier certaines activités aux dépens d'autres. Cela, pour plusieurs raisons.

D'abord, en raison de contradictions. Qu'il ne s'agit pas de couvrir du manteau de la pluridisciplinarité pour résoudre l'absence d'un grand public, il faut choisir, et l'accent doit être mis sur le premier. Il faut aussi choisir entre un Beaubourg lieu de conservation et de diffusion de la culture consacrée et un Beaubourg ouvert à toutes les formes nouvelles ou naissantes de culture. Là encore, la partie n'est pas égale : le poids des deux activités principales du Centre, la bibliothèque et le musée d'art moderne, sera trop lourd pour que la balance ne penche pas de leur côté. Imaginer, en outre, la Maison de la culture de Grenoble, par exemple, pourrait fonctionner dans les mêmes conditions si elle devait englober le musée de la ville et la bibliothèque municipale ? Le déséquilibre du Centre, lié à ses origines, est flagrant.

Ensuite, en raison de la nature et des dimensions du Centre. Le projet des architectes a été de bâtir un équipement « fonctionnel », « flexible » et « transparent ». L'aménagement

devrait pouvoir être, en principe, adapté à tout moment, à la mesure des besoins du dehors, de telle sorte que, les notions mêmes de dehors et de Centre soient à l'inverse, le public fût invité par l'ouverture même du bâtiment à y pénétrer. Ce parti pris avait sa logique. Mais il était très dispendieux et il entraînera, en matière de sécurité, de chauffage, de climatisation, de surveillance et de maintenance, en général, des dépenses d'exploitation considérables.

Le Centre administratif de Beaubourg se caractérise par une centralisation étroite et la subordination de l'activité culturelle au pouvoir politique. Les activités culturelles réelles et les futures (artistes, associations, comités d'entreprise, etc.) n'ont pas le droit de se prononcer sur les orientations du Centre ni sur l'élaboration des programmes, on comprend que certains craignent de voir Beaubourg devenir peu à peu une sorte d'appareil idéologique d'État, diffusant une culture et une idéologie officielles, ou, plus simplement, une machine à administrer.

Comment pourrait-il en être autrement ? Le projet prévoyait 300 personnes, 55 agents administratifs. Par conséquent, on est passé à un budget de 160 millions. L'ampleur de l'opération, le prestige international qui s'y attache, le caractère financier, l'installation de la Maison de la culture de Paris, tout cela a conduit à imaginer que le pouvoir, quel qu'il soit, puisse se désintéresser de Beaubourg : l'enjeu est trop gros.

L'aspect de la « pluridisciplinarité » est étroitement lié à ce problème de contrôle. À l'heure actuelle, une structure autoritaire de masque sans pluralité apparente, l'on ne représente pas la diversité, l'expérience pluridisciplinaire. Mais, pour que la pluridisciplinarité soit vraiment, il ne suffit pas de juxtaposer des institutions ou des activités diverses, en confiant à un pouvoir fort le soin de les coordonner.

La logique de l'accumulation, qui fonde d'une concentration des pouvoirs et d'un choix clair entre les missions contradictoires du Centre, tient lieu de politique culturelle se traduit par un fonctionnement d'activités dans toutes les directions, qui ne serait pas

en soi condamnable s'il n'aboutissait pas à une dispersion, pour ne pas dire un gaspillage d'énergie et de moyens. D'un côté, le Centre, minutieusement « programmé », étroitement hiérarchisé, apparaît comme un cristal figé à son point d'équilibre, donc peu susceptible de s'adapter à des situations nouvelles, de l'autre, on assiste à un gonflement continu des services communs, qui a déjà obligé le Centre à louer en à séparer des nouveaux locaux autour du bâtiment central. À quoi s'ajoute la nécessité, pour les responsables — prestige oblige — d'accroître par tous les moyens l'audience du Centre, d'assurer par tous les moyens la promotion de leurs produits.

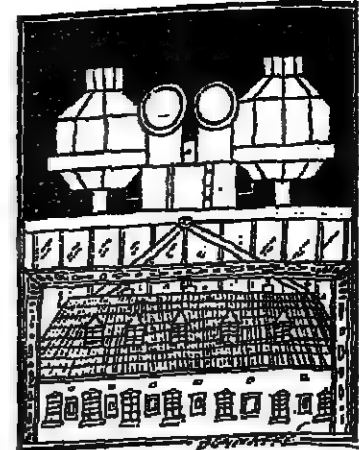
Si l'on fait schématiser l'ensemble de ces critiques, nous dirions que sous le régime actuel Beaubourg, animé vers la diffusion

de « produits finis » par des spécialistes, arrive d'abord à l'essentiel : la France, le monde, l'origine, essentiellement parisienne, régit arbitrairement son domaine. Les œuvres, trop souvent traitées — dans le lot du système — comme des marchandises, sont donc en fait des formes diverses composées, les formes multiples de la culture, à une machine à administrer, à une dimension unique : celle des « arts », au sens administratif du terme. Loin de favoriser une diffusion culturelle, permettant une diversité de la culture, le Centre, par des voies qui leur sont propres, leur identité perdue, les soumet à la machine à administrer, à la machine à administrer.

#### Selon le P.S.U.

Il faut bien observer tout que Beaubourg n'est placé sous les projecteurs d'une actualité médiatique pour mieux faire oublier ce qu'il cache : le désert. On a tout dit sur le désert culturel français, assés et entretenu par le canal des grands médias, mais le soutien donné au Centre, la résistance des auteurs, réalisateurs, journalistes qui se battent le dos au mur, à commencer par la télévision, qui fut jadis, mais venons-en, la plus intelligente de monde, et dont Giscard lui-même, aujourd'hui, pour brouiller les cartes et renvoyer l'impératrice des auteurs, a voulu qu'elle « manque de visibilité ». Le « prodigieux instrument » dont on attendait tant est devenu cette boîte à désordre — qu'il faut à y entendre chercher entre deux tranches de Guy Lux le mot « civilisation » — dont les avis des beaux quartiers détournent leurs enfants, laissant cela aux classes populaires.

Et ce serait, cette société, ce pouvoir — dont on voit bien qu'il stérilise à mesure qu'il centralise et qu'il contrôle toujours plus — (et au besoin sanctionne) par une politique de subventions à la tête du client la quasi-totalité de ce qui, en France, tente de s'exprimer, c'est ce même pouvoir qui nous propose aujourd'hui comme panacée sa « cathédrale » Beaubourg, qui exalte en sanglotant les « valeurs spirituelles » et prétend nous éblouir par sa monumentalité. Contradiction ? Incohérence ?



marketing, l'animation enfantine, l'animation maximale : l'équivalent d'une dizaine de classes de r-étanelle. Effectif certes appréciable au niveau d'un quartier, mais toute l'échelle d'un pays qui compte plusieurs millions de scolaires.

La technocratie « apolitique », qui a mis au point le projet commandé par Pompidou et l'État U.D.R., cette technocratie qui ne connaît que son devoir, qui roule pour vous, qui pense pour vous, qui devine vos besoins sans vous consulter et qui s'émouline de la voir à bien coïncider avec les vues du régime, cette technocratie a commencé par faire l'impasse sur la classe ouvrière (irréparable) pour se fixer des objectifs plus réalistes : réaliser la petite bourgeoisie urbaine, aux mythes d'une culture entre parenthèses, élitiste, apporter un supplément d'âme à des couches électoralement fluctuantes, aux prises avec les réalités du quotidien. L'implantation au centre de Paris, au cœur des ruines d'un quartier, l'adieu populaire, mais dédié à un commerce de luxe, Beaubourg s'ouvre d'emblée à la bourgeoisie.

Innovant, changer en profondeur les rapports d'un peuple et de sa culture (d'un peuple par sa culture, d'une culture par un peuple) n'est pas dans les moyens du pouvoir actuel, est-il décidé d'aller à Beaubourg. La culture ne doit pas être un surplus à la vie quotidienne, elle est l'apanage des créateurs, elle ne se réfère pas à des œuvres. Il faut d'un phénomène collectif qui soit lui-même son expression dans la vie quotidienne.

Beaubourg existe. C'est malade nous, malgré les travailleurs sociaux potentiels. Il nous faut donc travailler à en faire un instrument qui soit réellement au service de tous les travailleurs sociaux, qui prendront part aux activités dans la marche du Centre.

## LES ARTS

### Le fer en direct d'Anthony Caro

Anthony Caro est un des plus importants artistes de son temps. Ses œuvres, en fer, en acier, en bois, en pierre, sont des sculptures d'une grande originalité. Elles sont exposées au musée de la Ville de Paris, du 15 mars au 15 mai.

### Après Brancusi et Henry Moore

Une autre sorte de sculpture, celle de la sculpture abstraite, a été inventée par Brancusi et Henry Moore. Ils ont ouvert la voie à une nouvelle manière de sculpter, une manière qui ne se réfère pas à la nature, mais qui cherche à exprimer des formes nouvelles, des formes qui sont le fruit de l'imagination de l'artiste.

Beaubourg, c'est une machine à administrer, à une dimension unique : celle des « arts », au sens administratif du terme. Loin de favoriser une diffusion culturelle, permettant une diversité de la culture, le Centre, par des voies qui leur sont propres, leur identité perdue, les soumet à la machine à administrer, à la machine à administrer.

**LES FRAISES MUSCLÉES**  
26, rue de la Gaîté, Paris (14)  
Montparnasse, Edgar-Quinet, Gaité

**ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR**  
D'ALFRED DE MUSSET  
par la compagnie MORIN-TIMMERMAN  
du 6 au 22 avril  
AU THEATRE 13  
24 rue Damiol - Paris 14e  
tél. 339.05.07

**CENTRES CULTURELS ETRANGERS**  
CENTRE CULTUREL CANADIEN  
5 rue de Constantin - 75  
Jeudi 24 à 20 h. 45  
Cinéma  
FANTASMAGORIE  
40 minutes couleur  
Histoire du film  
A TOUS LES CINÉMAS et les autres

**UN FILM DE AKIRA KUROSAWA**  
**DER SOU OUZALA**  
L'ÉPIQUE DE LA VIE  
V.O. St-François 14h-16h-18h-20h-22h-10  
PARAMOUNT ELYSÉES - PARAMOUNT GAITE - PARAMOUNT GALAXIE  
ARLEQUIN 70 - STUDIO ALPHA - STUDIO JEAN COCTEAU  
et MARIVAUX

**CHAILLOT**  
Génier  
Création par le Chantier-Théâtre  
de la seule pièce de :  
Henry Miller  
« transit »  
Jeudi 24 à 20 h 30  
Renseignements et réservation :  
727.81.15

**LA BRUYÈRE**  
Pour 100 briques  
t'es plus riche  
maintenant  
Loc. : TRI. 76.99 et agences

**UNE VILLE DU GROENLAND**  
T.J.J. du 12 h. à 19 h. jeudi de 12 h. à 19 h. dim. de 12 h. à 19 h.  
ENTRÉE LIBRE

**Hier soir, au bar Le Patio on a bu le cocktail maison en écoutant François Guin et son jazz-band.**  
**On s'est couché très tard.**  
Hôtel Méridien 81 bd Gouvion St-Cyr 758.12.30

**ANNE SYLVESTRE**  
nouveau récital  
**PALAIS DES ARTS**  
du 1au 26 mars  
325 rue St-MARTIN - 75003 PARIS  
LOC. 272.62.98 COLLECT. 236.92.87

**le ROI des BRICOLEURS**  
Superpolonais !  
MOCKY  
MICHEL SERRAULT  
avec Pierre BOLD, Pascal, Michel FRANCHI et Jacques LEGUAS.

**MOSAÏQUES D'ART**  
GALERIE MICHEL  
8 rue de la Harpe - 75001 PARIS

**KIMURA**  
24 Février - 24 Mars  
GALERIE KRIEGLER - PARIS

**BERNA**

مكتبة من الأصل







42. **WA**



**Au Pavillon de Paris**

# Le Pink Floyd ou le mythe d'une aventure

Schomberg, der Andre Mason.

Déjà, dans le M... heureuse, au opéra,  
Schoenberg ... tranquillement au personnage  
central, qu'il ... seul coup  
forger d'indigne : « ... ainsi qu'on  
bijoux » (« So ... Schmuck »). A l'énigme  
crainte s'ajoute avec l'ivre l'énigme de ...  
De l'aveu implicite de Faurig : « Seul ... capable de  
comprendre un problème : celui qui aurait pu le résoudre  
par lui-même. »

**GÉRARD CONDÉ**

et 1764a, traduction  
Buchan-Chastel, 1971.

Tous les diplômés délivrés par le département cinéma de Vincennes, comme ceux des autres départements d'art, ne donnent au premier qu'une loeune libre (diplôme de premier cycle et maîtrise). A l'étranger, ils perdent leur prestige ; de nombreux anciens élèves travaillent régulierment dans leur pays : L'Espagne, l'Italie, le Maroc, Iran, Amérique, etc. Les diplômés de Vincennes, à l'exception du Sud Paris (Cineclub), ont des noms de Renard Victor (*Ce genre-là*) et Sidney Sokhona (*Nationalité inconnue*). Les enseignants demandent, d'une part, la garantie de l'emploi et, d'autre part, souhaitent que les étudiants diplômés puissent enseigner dans les lycées.

Sur Vincennes, il y a une question : quel est le rôle du cinéma dans notre société ? Les vidéos inséparables ? Acceptons-nous, comme les Américains, la culture de la vidéo accessible à tous ceux que cela intéresse ou rester le privilège de spécialistes dans leur pouvoir disciplinaire ? A travers la vidéo, quel est le rôle du cinéma dans la société est remis en question. Les libertés peut s'autoriser la société libérale ?

LOUIS MARCOWITZ

LOUIS MARCURELLES

**P**ENDANT très longtemps, il n'a vraiment pas été un groupe comme les autres. Il a su préserver son intégrité, son originalité, une volonté inébranlable en commun par une somme de travail. Il a mis beaucoup de soin pour préparer ses spectacles, ses disques, avec un esprit, une démarche minutieuse dans la recherche de nouvelles formes d'expression.

Aérienne, structurée, élaborée, la musique de Pink Floyd, que les Anglais ont baptisé « space rock », est un espace, une exploration du monde intérieur, découvre le monde à travers horizons poétiques, mais l'accent est mis sur une dimension esthétique pure. On allait à un concert de Pink Floyd pour « planer », c'est-à-dire pour se laisser aller, il y avait une espèce de vibration du temps et c'était un peu comme un voyage.

Parce qu'ils ont voulu se  
réinventer constamment, **Black  
Wright**, **Nick LaMason**, **Roger  
Waters** et **Daniel Gilmour**, les  
quatre **Pink Floyd** ont cherché,  
essayé beaucoup de possibilités,  
propagé en son temps le «light  
show», travaillé sur des spectacles  
total, mais la rock est resté  
au centre d'une image  
(Pompéi), la rock est l'image  
(More, la Vallée), la rock est  
l'âme (maître à penser) avec  
un chorégraphe — **Mikhail** —  
et une compagnie qui travaille  
à l'opposé de l'univers sonore  
du groupe), la rock est la forme  
classique (**Atom Heart**  
jouant notamment au Festival de  
la Rochelle), la rock est un  
orchestre classique). C'est  
pourquoi la **bande** a fondé  
il y a aujourd'hui onze ans, est  
l'un des rares à avoir touché  
un public plus large que celui  
de la musique rock. **Dick** aide  
à faire moon, un **album**,  
un **album** en France, il  
750 000 exemplaires et qu'il  
n'est jamais reproduit depuis  
pour un disque rock.

Depuis quelques années pourtant, il semble bien que l'argent devenu la seule prise dans la recherche de la gloire du Punk Floyd. Non que les membres du Pink Floyd aient été déçus par un quelconque statut de « rock stars » qu'ils n'ont jamais eu ou par le show business. Les musiciens du Pink Floyd ne remplissent pas leurs concerts les uns des autres et n'enregistrent pas inconsidérément. Ils ont toujours pris leur temps.

Cependant, aujourd'hui, ils paraissent manquer de perspective sur le confirme la tournée de promotion de leur album (*Animals*).

Le spectacle du Pavillon de Paris fut, bien entendu, excellent et il est agréable de retrouver des clichés typiques joués par ces musiciens accomplis. Mais on souhaiterait que le groupe ne se contente pas de préserver le mythe d'une aventure.

**CLAUDE FLROUTER.**  
★ Pavillon de Paris, [redacted]  
Pantin, mercredi 24 [redacted] jeudi  
[redacted] 20 h.

\_\_\_\_\_

**La Seine**  
CINÉMA 5 rue F. Sauton - Maubert - 325 92 45  
prés. films de CHANTAL AKERMAN

je tu il elle

*Jeanne Diehlman*

**avec DELPHINE SEYRIG**  
 les deux films les plus riches et les plus ambigus  
 de son cinématographe unique  
**YOUNG BARY - LE MONDE**  
 une singulière proue romantique. Car tel est le  
 monde que l'on voit se déchaîner de l'histoire des

**WORLD-LEADING MANUFACTURERS • THE EXPERTS**

**GALERIE SAGOT-LE MARREC**  
24, rue du Four - PARIS - 6<sup>e</sup>

**CLAVÉ**  
Gravures pour  
**SAINT-JOHN PERSE**  
**LA GLOIRE DES ROIS**  
Illustrations de 5 pages

**WALTER UHL**  
*Peintures récentes*

89, boulevard Raspail (6<sup>e</sup>). 542-58-42  
ŒUVRES des JEUNES ARTISTES  
UNION SOVIÉTIQUE  
T.L.J. sauf samedi et dimanche

**GALERIE DENISE RENÉ**  
**RIVE GAUCHE**  
298, boulevard Saint-Germain  
**MARCELLE**  
**CAHN**  
peintures, gouaches.

*Jeanne Dielman*  
 avec DELPHINE SEYRIG  
 Et des films les plus riches et les plus sensibles  
 de son cinématographe sensible  
 YVETTE BARY - LE SEIGNEUR

**LOUIS MARCONELLES - LE MOYNE**















# Cinéma en province

## Les exclusivités

**BORDEAUX.** — A l'heure où les cinémas de la ville de Bordeaux ont été fermés pendant plusieurs semaines, voici les exclusivités de la semaine prochaine :

**Club (32-24-17).** Gaumont (44-13-38) : *l'Alpaga* de Michel Lecoq. A l'heure où les cinémas de la ville de Bordeaux ont été fermés pendant plusieurs semaines, voici les exclusivités de la semaine prochaine :

**Club (32-24-17).** Gaumont (44-13-38) : *l'Alpaga* de Michel Lecoq. A l'heure où les cinémas de la ville de Bordeaux ont été fermés pendant plusieurs semaines, voici les exclusivités de la semaine prochaine :

**LYON.** — L'Alpaga est arrivé à Lyon. Le Club (32-24-17) et le Gaumont (44-13-38) ont obtenu les droits de distribution de ce film de Michel Lecoq. A l'heure où les cinémas de la ville de Bordeaux ont été fermés pendant plusieurs semaines, voici les exclusivités de la semaine prochaine :

**Club (32-24-17).** Gaumont (44-13-38) : *l'Alpaga* de Michel Lecoq. A l'heure où les cinémas de la ville de Bordeaux ont été fermés pendant plusieurs semaines, voici les exclusivités de la semaine prochaine :

**TOULOUSE.** — A l'heure où les cinémas de la ville de Toulouse ont été fermés pendant plusieurs semaines, voici les exclusivités de la semaine prochaine :

**Club (32-24-17).** Gaumont (44-13-38) : *l'Alpaga* de Michel Lecoq. A l'heure où les cinémas de la ville de Bordeaux ont été fermés pendant plusieurs semaines, voici les exclusivités de la semaine prochaine :

**PARIS.** — *PARAMOUNT MAILLOT* - *PARAMOUNT MARIYAU* - *CAPRI* - *GRANDS BOULEVARDS* - *MOULIN-ROUGE* - *BOULMICH* - *PARAMOUNT MONTMARTRE* - *PARAMOUNT MAILLOT* - *PARAMOUNT GALAXIE* - *3 SECRETAN* - *PARAMOUNT DUMAS* - *PASSY* - *PARAMOUNT BASTILLE* - *CONVENTION* - *ST-CHARLES-VILLAGE* - *Neufly* - *PERIPHERIE* - *PARAMOUNT* la Verrière - *PARAMOUNT Ody* - *BUKY* - *Vol d'Hydre* - *CLUB* Versailles - *C.21* Saint-Germain - *MELLES* - *Montreuil* - *FLANADES* - *CARRFOUR* Paris - *ALTE* - *neuve-Saint-Georges* - *FLANADES* - *CASINO* du Port de France - *FRANCAIS* Engelen - *ULYSSE* Orsay.

**LE CHEF D'ŒUVRE DU CINEMA COMIQUE**

**JOUR de FÊTE**

UN FILM DE JACQUES TATI

SCÉNARIO ORIGINAL JACQUES TATI - HENRI MARQUET  
MONTAGE JACQUES TATI - HENRI MARQUET  
MONTAGE JACQUES TATI - HENRI MARQUET

**CABARETS**

**BAL DU MOULIN ROUGE**

**LISEITE MALLOD**

**AL CAZAR**

Ouvrez le dimanche

Revue entièrement nouvelle

DIMANCHES 22h00

329 0220

**Le restaurant le plus haut de Paris.**

**Le Ciel de Paris**

Déjeuner, dîner, souper

avec vue panoramique sur Paris

538.52.55

## VOTRE TABLE CE SOIR

**DINERS AVANT LE SPECTACLE**

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**DINERS**

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**RIVE DROITE**

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**RIVE GAUCHE**

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**DINERS - SPECTACLES**

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**DINERS DANSANTS**

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**SOUPERS APRÈS MINUIT**

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**LA CLOSERIE DES LILAS**

17, bd du Montparnasse, 6e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**CLUB HOUSE** 32-21, place Madeleine, 2e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**LE PETIT ZINC**

17, bd du Montparnasse, 6e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.

**LE LOUIS XIV**

17, bd du Montparnasse, 6e. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*. 22h-24h. Spécialité : *Le Grand Zinc*.



# RELIGION

## CHRISTIANISME ET ÉGLISES

### Du bon usage des contradictions

par HENRI FESQUET

Les religions malades, mais le phénomène religieux ne porte pas son nom. On ne dit pas que l'homme est malade, on dit qu'il est religieux. C'est la religion qui est malade, et non l'homme. C'est la religion qui est malade, et non l'homme. C'est la religion qui est malade, et non l'homme.

#### Les germes de la base

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées. Vingt siècles de christianisme dispensé veille que ont à la fois obéi et déformé l'Évangile. Il y a une injustice à l'égard du rôle de la religion. Elle a été utilisée pour le bien commun de tous, mais elle a aussi été utilisée pour le mal.

#### Le salut viendra peut-être plus humblement des fermentations cachées.

# PRESSE

## LE LIVRE C.G.T. : les propositions de M. Mottin ne peuvent en rien régler le conflit du « Parisien libéré »

Après la publication anticipée du rapport Mottin sur le conflit du « Parisien libéré », le Syndicat de Livre C.G.T. a décidé à son tour de rendre publiques les observations qui lui inspirent les conclusions auxquelles est arrivé le médiateur.

Après avoir rappelé, en guise de préambule, l'essentiel du mémoire que le Syndicat de Livre C.G.T. a remis à M. Mottin le 29 septembre 1976, M. Plot écrit : « Nous sommes bien obligés de constater que M. Mottin n'a tenu aucun compte des positions que nous avons définies dans notre mémoire, ni des observations que nous lui avons faites de vive voix au cours des discussions ou par écrit. Il a purement et simplement ignoré la direction du « Parisien libéré ».

« Ce dont la direction du « Parisien libéré » s'est rendue coupable, ce n'est pas d'avoir supprimé les éditions de son journal, c'est d'avoir fait dans des conditions qui n'ont respecté ni la législation du travail ni la convention collective paritaire de la presse parisienne que le « Parisien libéré » appliquait, bien qu'il n'appartient plus au Syndicat de la presse parisienne, ni les usages de la profession, ni la dignité des éditeurs d'ailleurs.

« Nous affirmons, en outre, qu'il n'est nul besoin d'attendre une décision du médiateur pour que les syndicats ne soient pas des offices de travail intermédiaire.

« Le 3 mars 1975, les six cent cinquante-cinq travailleurs du « Parisien libéré » qui étaient employés dans les imprimeries de la rue d'Angoulême et de la rue des Fêtes, ont été licenciés sans préavis. Ils se sont vus enlever, sans aucune compensation, leur moyen de subsistance. Les conditions de travail ont été dégradées, les salaires ont été réduits, les horaires ont été allongés.

« S'appuyant sur cette notion abusive, qu'un employeur de la presse n'a pas à respecter les conventions collectives, la direction du « Parisien libéré » a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques. Elle a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques.

« La direction du « Parisien libéré » a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques. Elle a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques. Elle a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques.

« La direction du « Parisien libéré » a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques. Elle a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques. Elle a tenté de faire passer ses licenciements pour des licenciements économiques.

nommé par le gouvernement après deux mois de consultations. Nous publions ci-dessous les conclusions de la lettre que M. Jacques Plot, secrétaire général de la F.T.T.L., a adressé mardi au premier ministre, en forme de critique du rapport Mottin.

La réduction inévitable des effectifs ne se fait pas au détriment du chômage. Il n'y a aucune raison pour que la direction du « Parisien libéré » pose la question du coup de hache. Ce qui a été possible pour les entreprises de la presse parisienne d'ailleurs pour le « Parisien libéré ».

« Il est tout aussi normal que nous demandions que le « Parisien libéré » soit placé dans les mêmes conditions que les autres entreprises de la presse parisienne. Nous demandons que le « Parisien libéré » soit placé dans les mêmes conditions que les autres entreprises de la presse parisienne.

« Le « Parisien libéré » a créé plus d'un an auparavant un comité d'entreprise, mais ce comité n'a jamais été reconnu. Le « Parisien libéré » a créé plus d'un an auparavant un comité d'entreprise, mais ce comité n'a jamais été reconnu.

« Si nous procédions à l'examen détaillé des propositions de M. Mottin, nous constaterions que les solutions « d'ordre humain et social » sont extrêmement limitées.

« La troisième proposition est absolument irréalisable. Les travailleurs du « Parisien libéré » ne peuvent pas être considérés comme une entité économique. On peut s'étonner, si aussi, de l'absence d'intervention du ministre du travail devant ces infractions caractéristiques.

« Ces travailleurs ont une ancienneté indiscutable par rapport au personnel de substitution actuel, et ils ont des droits acquis. Ils ont des droits acquis. Ils ont des droits acquis.

« En outre, la direction fait appel à des sociétés prestataires de services pour assurer une partie de ses travaux. Cette pratique, également contraire à tous les usages de la profession, dévalorise et les travaux doivent être confiés aux travailleurs du « Parisien libéré ».

« La quatrième proposition de M. Mottin, qui consiste à licencier les travailleurs, est également contraire à tous les usages de la profession, dévalorise et les travaux doivent être confiés aux travailleurs du « Parisien libéré ».

« Quant à la sixième proposition, personne ne peut s'y tromper, elle est de pure forme. Elle est de pure forme. Elle est de pure forme.

« Les réflexions que nous avons énoncées ci-dessus montrent bien que les propositions de M. Mottin ne peuvent en rien régler le conflit du « Parisien libéré ».

« Peut-on penser sérieusement qu'après deux ans de lutte les travailleurs vont se contenter de dispositions, qui dégradent la direction du « Parisien libéré » de toute obligation ? Les travailleurs de la presse parisienne ont des droits acquis. Ils ont des droits acquis. Ils ont des droits acquis.

# RADIO-TÉLÉVISION

## MERCREDI 23 FÉVRIER

CHÂNE I : TF 1  
20 h. 30. Les enquêtes du commissaire Moulin. « Marée basse », de P. Andreotti, réal. Y. Rebouton, avec B. Alane, V. Dobbehoff et Y. Régnier.  
21 h. 30. Concert : « Préludes », de Liszt, sous la direction de M. Pommeroy, avec l'Orchestre de Radio-France.

CHÂNE II : A 2  
20 h. 30. Film : « La Diligence vers l'Ouest », de G. Lortie (1966), avec Ann Margret, R. Burton, M. Connor, A. Cord, B. Cronly. Une diligence voyage à travers un territoire.

CHÂNE III : FR 3  
20 h. 30. Un film, un auteur : « L'Amérique », de J. B. Zoff (1969), avec J. L. Trintignant, R. Freson, M. Bozzuffi, T. Lopez, S. Simonet.

CHÂNE IV : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE V : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE VI : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE VII : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE VIII : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE IX : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE X : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE XI : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

## TRIBUNES ET DÉBATS

CHÂNE I : TF 1  
20 h. 30. Les enquêtes du commissaire Moulin. « Marée basse », de P. Andreotti, réal. Y. Rebouton, avec B. Alane, V. Dobbehoff et Y. Régnier.

CHÂNE II : A 2  
20 h. 30. Film : « La Diligence vers l'Ouest », de G. Lortie (1966), avec Ann Margret, R. Burton, M. Connor, A. Cord, B. Cronly. Une diligence voyage à travers un territoire.

CHÂNE III : FR 3  
20 h. 30. Un film, un auteur : « L'Amérique », de J. B. Zoff (1969), avec J. L. Trintignant, R. Freson, M. Bozzuffi, T. Lopez, S. Simonet.

CHÂNE IV : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE V : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE VI : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE VII : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE VIII : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE IX : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE X : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

CHÂNE XI : FR 3  
20 h. 30. Les grands noms de la télévision du cinéma : « Nana », de Christian-Jaque (1953), avec Martine Carol, Ch. Boyer, J. Castelot, D. Doll, E. Cezani, W. Chiari, N. Roquevert.

## autres d'emploi

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESSE

CREANT SERVICE ÉDITION DE LIVRES SPÉCIALISÉS

CADRE

CONCEPTION - ÉDITION DIFFUSION LIVRES

ÉCRIRE sous le n° 12.327 à S.A. MARCO

emploi région

Burroughs

JEUNES DIPLOMÉS de l'enseignement supérieur

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, NANTES, NIMES, ORLÈANS, POISSY, REIMS, RENSEIGNEMENTS : 10, rue de la République, 92100 CLAMART

مكتبة من الأصل











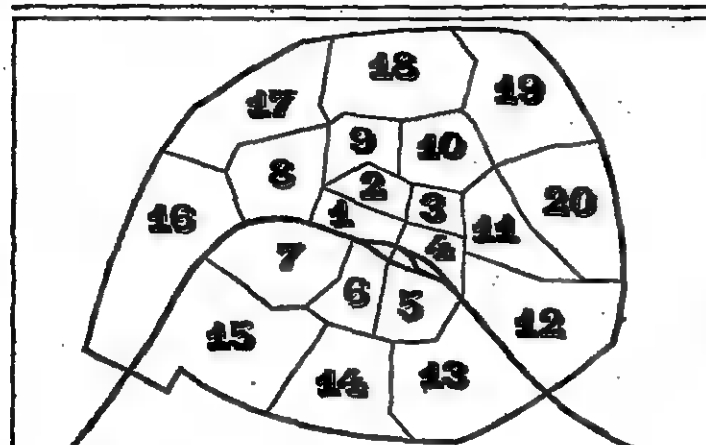












<b>12</b>	<b>2500</b> RÉVISABLE	<b>2000</b> FD	<b>90%</b> 15	<b>CF</b>	<b>1973</b>	<b>24</b> d'App.	<b>Parking</b> en surface	<b>Garage</b> en box	<b>M</b> Métro	<b>Autobus</b>	<b>RER</b> R.P. Station	<b>Autos</b> particuliers
N° Aut.	Prix du m² de p.	Prix moyen du m² de p.	rendement carnet	Credit	mode de financement et							







80 %  
20





21 84  
27 89  
47 91  
67:



MARSEILLE  
MARINE

**LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2** - 8, rue de l'Arborette. Des appartements pas comme les autres, différence de niveau. Studios, 2, 3 et 4 pots. Terrasses et Jardins. Sur, vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les js et samedi 10 à 12 h., sans dim.

**LES JARDINS DU PANTHÉON**

5 PARTIR 8000 FD 80 % 20 1977 12 ANS 1000000

(M) MONTRE

LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES - 36, rue Maelfroid - 7-11, rue Tournesart - Rénovation de l'ancien Palais des Gardes Françaises, petits imm. du 18<sup>e</sup>, façades sur intérieures, du studio au 4 pièces.

ZANNETTACCI 98, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris - Tél. 296-17-01


7  80 %   Page 28 

 **INVALES  
LA TOUR  
NAUVOIR** 

**131, RUE DE L'UNIVERSITÉ**  demeure port-  
sienne. Tr. ht niv. de prestat. De la centre  de la ville.  
De la chambre au  p.  splendides duplex plain ciel,  
gdes  sur toit,  bar,  pl., tundi  
ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h.  
et de 14 h. à 18 h. Tél. 230-34-40,  
**COMEI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,

**12** **5.700** **80 %**

**FD** **20** **LIVRAISON IMMEDIATE**



**64 E** 

**M** **CARTE DE LYON**

**BECCHARIA 7 - 7, rue Beccharia, 109, rue de Clarenton**  
**2 Immeubles de Classe proposant des appart (Studios ■**  
**■) pour l'investissement.**  
**Appt témoin tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mercredi).**




**SERCO 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00**



**12** <sup>5.000</sup>  
**FD** **80 %**  
**20** **1977**

 **29**  **GARE DE LYON**  
**REVELY-DIENST**




**21, RUE CROZATIER** - Un petit ensemble dans une  
rue large, d'arbres, proximité la Gare de Lyon -  
Studio à 5 pièces - Exposition plein soleil - Balcons - Terras-  
ses - Livraison Printemps 77 - Appa- - tement tous  
jours (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30.

**PROMEX** 65, rue Rannequin, F-69170  
Tél. 725-600-70

**12**  **80 %**  
**20** **1977**  

**RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN** - 1-2, rue Pierre-  
Bourdan - A quelques mètres de la Nation, ■■■ remorqu.  
Isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestet.  
soff. S. pl. ■ l. jr. et mar. ■ mar., 13 ■ ■ ■, 346-51-74.  
L.1. MAISON DU G. SCIC,  
15, boulev. ■ Vauparand,  
Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**13** **5.050** **80 %**  
**FD** **20** **1978** **135** 

   **à 209**  
**Assurance de 200**

**« CAP SUD » - Place de l'Europe - À proximité du Parc  
Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, de studio au  
6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h.  
sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.**

**LA MAISON DU G. SCIC**  
15, boulevard de Vaugrard,  
Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**« SCIC »** **vous**

**Une réalisation EAPR**

**13** **1.540** **80 %** **LIVRAISON IMMEDIATE** **125** **20**


**FD** **21 67** **3** **5** **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **00**


**MC** **21 67** **3** **5** **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **00**

**MC** **21 67** **3** **5** **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **00**

**MC** **21 67** **3** **5** **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **00**

**MC** **21 67** **3** **5** **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84**



**15** **5996** **FD** **80 %** **LIVRAISON** **62**   
**62** **48** **89** **(M)** **PLAISANCE**  
**et P.C.**

**VOUILLÉ-PLAISANCE** - 55, rue Labrousse  
quelques apparts de 5 pièces, 107 + Balcon,   
les semaines s/rue Jardin Intérieur, Appart. témoins si  
les jours h. à 19 h. mardi mercredi).

**SERCO** 14, rue Magellan **723-72-00**  
PARIS (8<sup>e</sup>)

**15**  **80 %**  
**1978**  **209**  
  **SERVICE**  
**120000 km** 

**RÉSIDENCE BUFFON - 18-24, rue Lacourbe. — Du**  
**studio au 6 places. Très haut niveau de prestations. Grands**  
**espaces verts. Balcons et terrasses. Bureaux de vente au**  
**place : lundi au vendredi de 14 h. ■ 18 h., samedi de 11 h.**  
**■ 18 h.**  
**RENSEIGNEMENTS ET VENTE :**  
**COMEGI I.A., rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,**  
**Tél. 280.34.40.**

**15**  **80 %**  
 PÉRIODISATION    
 **CHAMP-DE-MARS**  
**MOTTE-PIQUET**  **82**  
**80**  
**IMMEUBLE C' INVALIDES-SUFFREN** ■ -54, av. de la Motte-Piquet - Imm. ■ 8 ét. dit. de village suisse, pr. Champ-de-Mars. App. lux. équip. m. magnif. loggias. Studios, Chambres individ. ■ A 10 min Etoile, Quart. Lat., Opéra. ■ sur rendez-vous.  
**ZANNETTACCI**  
**PUJOS S.A.** 98, av. Poincaré 75016 Paris. 296-17-01

**17** **7.900** **80 %** **1976** **37** **Dispo 19**

**FD** **PERSONALISER**






**M** **PEREIRE WAGMAN** **WAGMAN**



**141, AVENUE DE WAGMAN** **75009 PARIS**

classe. Du studio ou 5 places, un duplex exceptionnel, terrasse. Bar. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.







**74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS**





**COMEGI** **Tél. 70.12.11**




**18**  **3.800**  **30 %**  
**PEUX MONTES** **20**   **735** 


 **MARCADET-  
PUNISSENIERS  
KIOSQUE-BOYARD  
CENTRALE-CUISINE** 

**STEPHENSON 2 - 55-57, rue Stephenson - Paris au**  
**prix de la banquette. Du stud., au 4 pers, jardin et**  
**Bur. de vente 111 pl., de 11 h. 30 à 18 h., 11 étages, et dim.**  
**ZANNETTACCI**  
**98, avenue Raymond-Poincaré,**  
**75114 Paris - Tél. 296-17-01**

**IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22, av. de**  
**Saint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins intérieurs.**  
 Bureau de  appartement  tous les après-midi,  
 sauf mardi  dimanche. Téléphone. 622-43-00

**ZANNETTACCI**  
 98,  Raymond-Poincaré,  
 75116 Paris - Tél. 296-17-01  
 P.W.O.S. S.A.

19

4.480

FD

80 %

20

LIVRAISON

IMMEDIATE

156

M

LAUTNER

**LOIRE-DEHAYNIN** - 20, rue E.-Dehaynin - 42000 St-Étienne  
deux pas des Buttes-Chaumont, 3 immeubles élargis aux  
vastes loggias en bordure duquel la Loire, 4 et 5  
Appartement témoin les jours 14 heures à 19 heures.  
(sauf mercredi).

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

« **Le Monde Immobilier** »


**une rubrique de publicité ouverte à tous  
constructeurs-promoteurs.**

**Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.**

**...et un prêt CDE  
financera votre achat:**

cde

## Comptoir des Entrepreneurs

6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél.: 260.35.36  
Tous  financements immobiliers depuis 1848.



## EMPLOI

100



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## De nouvelles mesures d'assainissement

(Suite de la première page.)

S'ils dépassent ce plafond, ils font l'objet de pénalités.

2) Les conclusions du rapport de M. Leroy (le Monde du 12 février) sur la récupération de la chaleur à partir des centrales thermiques et des installations industrielles vont être mises en application. L'action des pouvoirs publics s'orientera dans trois directions : création d'un organisme de financement, auquel la Caisse des dépôts pourrait participer ; règlement des points juridiques particuliers ; développement d'une série d'études (d'ingénierie notamment) au niveau local en associant les personnes directement concernées.

3) Le ministre de l'Industrie et de la recherche va examiner, à la lumière des conclusions du rapport de M. Deutsch (le Monde du 24 décembre), les possibilités de signer des « contrats » avec les constructeurs automobiles, aux termes desquels ces derniers s'engageraient à fabriquer des véhicules ayant une moindre consommation de carburant. Une étude analogue à celle de M. Deutsch va être entreprise pour les poids lourds ; les pouvoirs publics souhaitent d'ailleurs se pencher de plus près sur le cas des transporteurs routiers.

4) Le freinage du développement du chauffage électrique a été confirmé par le Conseil interministériel. Ce mode de chauffage ne devra pas être installé dans plus de cent quatre-vingt-dix mille logements en 1977. Il est fort possible que, pour les années à venir, les mesures visant à le limiter soient plus sévères. Une action auprès des consommateurs va être entreprise afin de leur montrer que si l'investissement est moins cher pour le promoteur, l'usage du chauffage électrique s'avère pour eux plus onéreux.

5) La question des prix a semblé-lui être soulevée mardi à l'hôtel Maitignon. Le blocage actuel empêche certains réajustements tarifaires et crée des distorsions entre les différentes sources d'énergie. Ainsi, le gaz industriel coûte 40 % moins cher que le fuel industriel. On peut considérer dans ces conditions des reports massifs de consommation. Le premier ministre est conscient du problème, mais il se serait montré inflexible, du moins pour les prochains mois. Il n'y aurait donc pas de hausse de tarifs supérieure à 6,5 % avant le début de l'été.

Si le pétrole est de loin le poste le plus important des importations françaises, une nouvelle cause d'inquiétude pour notre balance commerciale apparaît avec les matières premières. Les flambées récentes des cours internationaux sur le café, le cacao, le thé, vont se traduire par un

renchérissement des importations de plusieurs milliards de francs. Pour les matières premières minérales (engrais, phosphates, soufre), le déficit, qui était revenu à 5,3 milliards de francs en 1975, en raison surtout de la crise, s'est élevé à 8 milliards de francs en 1976. Le conseil des ministres de ce mercredi devait entendre une communication de M. d'Ornano à ce sujet.

Le ministre de l'Industrie et de la recherche devait dresser un bilan de l'action des pouvoirs publics depuis le conseil de planification du 21 janvier 1976. Les grandes orientations définies alors (financement d'un plan quinquennal à inventaire quinquennal des ressources minérales françaises, économie des matières premières minérales, développement de relations privilégiées avec les pays producteurs) devraient être confirmées par le conseil des ministres. M. d'Ornano devait également annoncer à ses collègues qu'il préparait des actions complémentaires pour lutter contre les gaspillages (retour à la pratique de la consigne pour les bouteilles en verre, et renforcement des mesures pour la récupération de papiers).

### Augmentation des crédits pour l'exportation

Le réajustement du commerce extérieur de la France passe aussi par un accroissement des exportations. Aussi M. Rosol a-t-il annoncé, mardi après-midi 22 février, que les mesures financières d'aide à l'exportation.

6) La première porte sur 1 milliard de francs de crédits, accordés au taux privilégié de 9 %, pour financer les investissements d'entreprises s'engageant à augmenter de cinq points en quatre ans le ratio exporté de leur chiffre d'affaires. Dix milliards de francs de prêts avaient déjà été accordés — et complètement consommés — dans le cadre de cette procédure, depuis son institution en mars 1974. Ce sont surtout les petites et moyennes entreprises qui en bénéficient aux deux tiers. Les conditions à remplir pour y avoir droit en 1977 ont été assouplies.

Ces prêts sont délivrés par le Crédit national, le Crédit hôtelier, les sociétés de développement régional et par le réseau bancaire. Ils auront, comme effet indirect, de donner un coup de fouet à la conjoncture dans les secteurs

produisant des biens d'équipement.

7) La deuxième enveloppe concerne les prêts accordés par Paris aux gouvernements de pays en voie de développement pour les inciter à acheter des biens d'équipement français. Elle sera, en 1977, de 1,8 milliard de francs, soit 30 % de plus qu'en 1976. Ces prêts, accordés au taux de 3 % pour une durée allant jusqu'à trente ans, sont en général assortis à des crédits privés.

La différence entre les taux des crédits de ces deux enveloppes et ceux du marché (10 à 12 %) est supportée par le Trésor. Si on ajoute les autres crédits à l'exportation à taux privilégié (Jocelyne fournissant aux acheteurs de pré-financement), l'ensemble des bonifications d'intérêts consacrées au financement du commerce extérieur sera en 1977 d'environ 1,4 milliard de francs.

Diverses aides publiques portent à plus de 4 milliards de francs le total des aides que l'État accorde aux entreprises pour développer leurs ventes de produits industriels à l'étranger. M. Rosol, qui a admis la nécessité de réformer la « garantie de réajustement », dont le coût pour le budget est élevé (2,5 milliards en 1977), justifie les subventions de l'État par le retard que la France doit combler par rapport à des pays comme la R.F.A., dont la tradition exportatrice remonte au siècle dernier.

### L'aide publique à la sidérurgie

Le conseil des ministres de ce mercredi devait également entendre une communication de M. Michel d'Ornano sur l'un des dossiers industriels les plus brûlants de l'heure : celui de la sidérurgie. Les trois hauts fonctionnaires désignés par le gouvernement pour examiner les diverses conséquences de la crise de la sidérurgie, MM. Hughes de l'Isle, directeur général de l'Industrie, Jacques de Larosière, directeur du Trésor, et Gabriel Oheix, délégué à l'emploi, ont déposé leurs rapports.

Tout laissait supposer avant le conseil que le ministre de l'Industrie et de la recherche, sans citer de chiffres sur les suppressions d'emplois et les aides financières éventuelles de l'État, présenterait les objectifs et les modalités qu'il entendait adopter. Les pouvoirs publics en cette affaire, tant en ce qui concerne les modalités de son aide financière que le contrôle

de l'utilisation qui en sera faite. La crise que traverse la sidérurgie française débouche largement sur ce seul secteur. Les projets prêts aux sidérurgistes — suppression de vingt mille emplois d'ici à 1980, fermeture de certaines usines vétustes — font peser de lourdes menaces sur des régions entières, comme le Val-de-Clermont, dans le Nord, et tout le bassin sidérurgique de la Lorraine. Pour la puissance publique, il ne s'agit pas seulement d'amortir le contre-coup social de cette orientation ou d'aider ponctuellement un secteur en difficulté, mais aussi de mettre sur pied un programme de reconversion à moyen terme.

Le gouvernement entend, si l'on voit rapporté aux déclarations faites ci et là, faire participer le patronat de la sidérurgie à cette opération. Son aide, dont le principe est acquis, sera en partie conditionnée par l'effort que consentiront les actionnaires et les maîtres de forges.

Reste à savoir quelle forme revêtira cette aide. La nationalisation est écartée. On voit mal, d'autre part, le gouvernement subventionner purement et simplement la sidérurgie. On est donc à la recherche d'une formule originale. M. Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, a récemment fait une suggestion en déclarant : « La vraie solution consiste sous forme à donner à certains prêts le caractère provisoire d'un apport de fonds propres, assorti d'une rémunération variable en fonction des résultats des entreprises. Remunération dont le produit capitalisé pourrait être en partie dévolu aux travailleurs des entreprises. Ce serait une forme nouvelle d'intéressement susceptible peut-être de constituer l'armature d'un capitalisme populaire ».

La suggestion de M. Ferry sera-t-elle retenue ? Tra-t-on au-delà vers une forme d'actionnariat ouvrier, comme le bruit en a un moment couru ? Quelle que soit la formule retenue, le gouvernement n'a plus la possibilité d'étaler le problème qui se pose chaque fois qu'il intervient financièrement pour aider un secteur en difficulté : celui du contrôle de l'utilisation des fonds publics.

## un numéro spécial des dossiers et documents



### Au sommaire

#### Bilan économique et social

- Reprise stoppée de la production.
- Levée en masse contre l'inflation : résultats limités.
- Commerce et paiements : les forts et les faibles.
- La crise monétaire s'aggrave.

#### Bilan financier et boursier

- Ceux qui reculent et ceux qui progressent.
- Les mauvais des marchés français.
- Les bourses étrangères.

#### Les mutations structurelles

- Les grandes tendances : Est et Ouest, croissance molle, démographie, spéculation, Europe en crise, pollution, environnement.

- Revenus et fiscalité : inégalités en France et ailleurs, salaires et fortunes, plus-values.
- Problèmes sociaux : chômage, accidents du travail, sécurité sociale, logement.
- Affaires : concentrations industrielles, électronique, chimie, pétrole, commerce des armes, banques, assurances, distribution.
- Agriculture : famine, sécheresse, évolution foncière, échanges agro-alimentaires.
- Où en sont les principaux pays ?
- 88 monographies à jour.
- Des comparaisons par continent.
- Une chronologie des événements.
- Un index par thème et par pays.

Réalisé par 60 journalistes / 168 pages / 100 illustrations / 12 F  
En vente chez tous les marchands de journaux.

### EMPLOI

## Le préfet de région commente l'évolution du chômage en Aquitaine

De notre correspondant

M. Paul MARC, préfet de région, a fait le point, mardi 22 février, à Bordeaux, de l'évolution du chômage en Aquitaine. Le nombre des sans-travail a augmenté de 10 000 en 1976, passant de 140 000 à 150 000. Le taux de chômage est ainsi passé de 10,5 % à 11,5 %.

Chaque département est affecté par des problèmes particuliers. Les Pyrénées-Atlantiques ont le taux de chômage le plus élevé (13,5 %), suivi de la Gironde (12,5 %).

Le préfet a souligné la nécessité d'une action coordonnée entre les pouvoirs publics et les entreprises pour lutter contre le chômage.

Il a également évoqué les mesures d'urgence prises pour faciliter l'embauche, notamment la réduction des délais de paiement des salaires.

Le préfet a enfin appelé les citoyens à rester optimistes et à continuer de travailler pour améliorer leur situation.

### M. DEFFERRE DEMANDE L'INTERVENTION DE M. ROY POUR LA PROPOSER DE NOUVEAUX CONFLITS DU TRAVAIL

De notre correspondant

M. Defferre, député-maire de Bordeaux, a demandé mardi 22 février à M. Roy, ministre du Travail, d'intervenir pour proposer de nouveaux conflits du travail.

Il a souligné la nécessité d'une action coordonnée entre les pouvoirs publics et les entreprises pour lutter contre le chômage.

Il a également évoqué les mesures d'urgence prises pour faciliter l'embauche, notamment la réduction des délais de paiement des salaires.

Le préfet a enfin appelé les citoyens à rester optimistes et à continuer de travailler pour améliorer leur situation.

Il a souligné la nécessité d'une action coordonnée entre les pouvoirs publics et les entreprises pour lutter contre le chômage.

Il a également évoqué les mesures d'urgence prises pour faciliter l'embauche, notamment la réduction des délais de paiement des salaires.

Le préfet a enfin appelé les citoyens à rester optimistes et à continuer de travailler pour améliorer leur situation.

Il a souligné la nécessité d'une action coordonnée entre les pouvoirs publics et les entreprises pour lutter contre le chômage.

Il a également évoqué les mesures d'urgence prises pour faciliter l'embauche, notamment la réduction des délais de paiement des salaires.

Le préfet a enfin appelé les citoyens à rester optimistes et à continuer de travailler pour améliorer leur situation.

Il a souligné la nécessité d'une action coordonnée entre les pouvoirs publics et les entreprises pour lutter contre le chômage.

Il a également évoqué les mesures d'urgence prises pour faciliter l'embauche, notamment la réduction des délais de paiement des salaires.

Le préfet a enfin appelé les citoyens à rester optimistes et à continuer de travailler pour améliorer leur situation.

Il a souligné la nécessité d'une action coordonnée entre les pouvoirs publics et les entreprises pour lutter contre le chômage.

Il a également évoqué les mesures d'urgence prises pour faciliter l'embauche, notamment la réduction des délais de paiement des salaires.

### AGRICULTURE

## Un groupe de travail administration-profession va étudier les problèmes fonciers

Un groupe de travail administration-profession va être mis en place au ministère de l'Agriculture pour étudier les problèmes fonciers. C'est ce que M. Christian

Bonnet, ministre de l'Agriculture, a indiqué mardi 22 février aux représentants des quatre principales organisations paysannes (C.N.S.P.A., C.N.I.A., C.N.M.C.C.A.) au cours de leur réunion de concertation mensuelle.

Le président des Jeunes Agriculteurs, M. Eugène Schaeffer, a souligné que ces problèmes fonciers étaient dans le cadre de la prochaine conférence annuelle. Les thèmes en seront : la situation des terres agricoles, la situation des fermes en agriculture, la situation des fermes en agriculture, la situation des fermes en agriculture.

Les représentants des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) ont souligné de leur côté la nécessité d'une conférence des représentants des pouvoirs publics et des professionnels agricoles, en septembre, en raison des incertitudes qui pèsent sur la conjoncture économique.

Enfin, ce qui concerne les aides allouées aux agriculteurs, le ministre de l'Agriculture a précisé que le 15 février l'intégralité de l'aide décidée le 25 août avait été versée aux bénéficiaires, des élevages en grande majorité. Les 2,4 milliards de francs restants auront été versés à 90 % à la fin de ce mois.

La crise pétrolière entraînant un renchérissement des matières synthétiques, les fibres naturelles et le caoutchouc ont connu pour leur part des augmentations de prix importantes, dues à l'exercice de la demande.

En ce qui concerne la France, le renchérissement de 21 % en un an des prix des matières premières alimentaires importées représente un coût supplémentaire de 700 millions de francs par mois d'importations, soit environ 5,5 milliards de francs en année pleine. Le déficit de la balance commerciale de la France en janvier s'en est trouvé aggravé.

### MATIÈRES PREMIÈRES

#### LES COURS DU CAFÉ BAISSÉS À LONDRES

Après un nouveau coup de folie en début de semaine, les cours du café, qui avaient trié, mardi 22 février, 3 500 livres sterling la tonne à Londres, ont brutalement baissé à la clôture des cotations, perdant 180 livres par rapport au maximum atteint en séance. Finalement, le cours s'est établi mardi 22 février à 3 300 livres, contre 3 380 la veille, pour l'échéance de mars (- 230).

À New-York, les échanges de mardi ont été plus irréguliers : les cafés livrables en mars ont légèrement diminué (- 225 dollars par quintal), tandis que ceux qui sont livrables ultérieurement ont augmenté (+ 2 à 3 dollars). En revanche à Paris la hausse s'est poursuivie sur toutes les échéances.

Selon les courtiers londoniens, le renversement de la tendance a été provoqué par les accusations portées à l'encontre du Brésil à l'ouverture de l'enquête du Congrès américain sur la hausse des prix du café. À l'appui de la thèse des « manipulations » de gros pays producteurs, différents témoignages ont été apportés mardi, d'autres étant cités contre.

En dépit des consignes de boycottage, le prix au détail du café continue de monter de façon vertigineuse aux États-Unis. General Foods, le plus grand torréfacteur américain, a annoncé une nouvelle augmentation, portant le prix de son café moulu au niveau record de 3,31 dollars la livre sur le sol américain.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 99. École Préparatoire d'Administration. École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État. 6, rue des Fêtes-Champs 75008 PARIS - CEDEX 08

#### HAUSSE DE 42,7 % EN UN AN DES PRIX DES PRODUITS DE BASE EXPORTÉS PAR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Genève (A.F.P.). — Les prix des produits de base exportés par les pays en voie de développement ont augmenté de 42,7 % pendant l'année 1976, indique la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) dans son dernier bulletin mensuel des prix.

L'indice, en dollars courants, de l'ensemble des produits, est passé de 199 en janvier 1976 (base 100 en 1966), à 284 en décembre. Pour les produits alimentaires, l'indice a atteint, en 1976, le niveau exceptionnel de 303, soit une augmentation de près de 85 % par rapport à l'année précédente. Si le prix moyen du sucre a baissé de plus de 40 % en raison de l'abondance des approvisionnements, en revanche, le café a atteint des hausses spectaculaires après les gélées qui ont détruit une partie des plantations brésiliennes. Le prix du cacao a, pour sa part, augmenté de 94 % par rapport à l'année précédente, en raison d'un accroissement instantané de la consommation et d'anticipations pessimistes sur les approvisionnements.

La crise pétrolière entraînant un renchérissement des matières synthétiques, les fibres naturelles et le caoutchouc ont connu pour leur part des augmentations de prix importantes, dues à l'exercice de la demande.

En ce qui concerne la France, le renchérissement de 21 % en un an des prix des matières premières alimentaires importées représente un coût supplémentaire de 700 millions de francs par mois d'importations, soit environ 5,5 milliards de francs en année pleine. Le déficit de la balance commerciale de la France en janvier s'en est trouvé aggravé.

ÇA PEUT RAPPORTER GROS  
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires











